

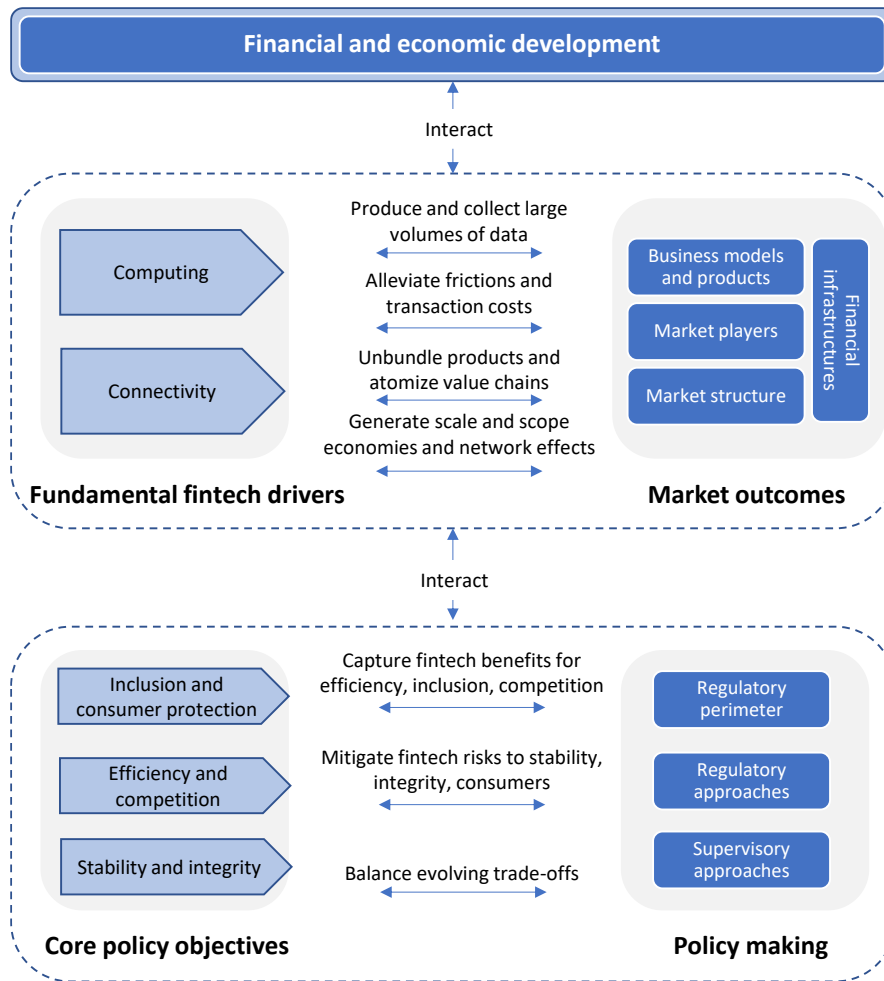
La fintech et l'avenir de la finance

Document de synthèse

par Erik Feyen, Harish Natarajan et Matthew Saal

La dématérialisation en cours des services financiers et de la monnaie crée des possibilités d'offrir des services financiers plus inclusifs et efficaces et de promouvoir le développement économique. Les gouvernements doivent en tirer parti pour mettre en œuvre des politiques qui favorisent et encouragent l'innovation financière sans risque et l'adoption de produits financiers innovants. Les progrès technologiques brouillent les frontières entre les entreprises financières et le secteur financier. Les nouveaux fournisseurs, produits et modèles économiques ainsi que les nouvelles infrastructures et structures de marché influent grandement sur les résultats du secteur. D'où la nécessité de veiller à ce que ces résultats concordent avec les objectifs fondamentaux de l'action publique à mesure que le secteur financier poursuit sa mue et que les compromis stratégiques évoluent. Le rapport phare objet du présent document de synthèse analyse les incidences de la technologie financière et de la transformation numérique des services financiers aussi bien sur les résultats que sur la réglementation et la surveillance du marché, et s'intéresse aux interactions entre ces éléments. Ce document de synthèse dresse un tableau d'ensemble à l'intention des principaux décideurs, et est accompagné d'une série de notes qui détaillent certains points saillants pour un public plus spécialisé. La figure 1 ci-dessous présente un cadre conceptuel pour la technologie financière qui schématise les interactions entre les marchés, les politiques et le développement.

Figure 1. Cadre conceptuel pour la fintech : interactions entre les marchés, les politiques et le développement



Source : Auteurs

Principaux leviers de la fintech

Innovation en matière de services financiers fondés sur la technologie, la fintech est en train de transformer profondément les produits financiers, les modes de paiement, les modèles économiques, les acteurs et la structure du marché, voire l’argent proprement dit. La pandémie de COVID-19 a accéléré l’adoption de la fintech, ce qui peut stimuler le développement financier en promouvant des objectifs stratégiques fondamentaux tels que la stabilité, l’intégrité, l’inclusion, l’efficacité, l’innovation et la concurrence dans le secteur financier, et fournir des bases solides pour l’épanouissement de l’économie numérique. Les modèles économiques et les produits basés sur la fintech peuvent rendre les économies plus résilientes et favoriser une reprise équitable après la pandémie de COVID-19 (*Rapport sur le développement dans le monde 2022*). Mais, les pouvoirs publics doivent adopter une approche équilibrée pour atténuer également les divers risques liés, entre autres, à la stabilité et l’intégrité financières, à la protection des consommateurs et des investisseurs, à la concurrence loyale et à la confidentialité des données.

Les deux principaux déterminants de cette vague de fintech sont la connectivité omniprésente grâce aux appareils mobiles connectés à l’internet et aux réseaux de communication, ainsi que l’informatique et le stockage de données à faible coût. La combinaison de ces éléments favorise l’émergence de

nouveaux modèles économiques pour la fourniture de technologies comme l'informatique en nuage. Les applications qui tirent parti de ces progrès, notamment celles liées au commerce électronique et aux communications mobiles, compilent des mégadonnées sur les utilisateurs et les transactions. L'informatique et le stockage à faible coût permettent d'exploiter ces données pour en tirer des informations. Les données et la connectivité peuvent atténuer les principaux obstacles à la fourniture de services financiers, telles que les asymétries d'information et les coûts de transaction, et ont facilité la mise en place d'un large éventail d'applications de produits et d'automatisation des processus basées sur les données : de la souscription de crédit et d'assurance aux robots conseillers d'investissement. Les modèles économiques axés sur les données peuvent être transposés rapidement à plus grande échelle grâce aux boucles de rétroaction positive provenant de l'activité des clients qui génèrent des données utilisées pour fournir des services supplémentaires, lesquels suscitent à leur tour davantage de réactions de la part des utilisateurs et de données. Ainsi, le prêteur qui auparavant s'appuyait sur les antécédents de crédit ou les garanties d'un emprunteur pour obtenir les informations manquantes sur les flux de trésorerie et la capacité de remboursement de ce dernier peut désormais utiliser l'évaluation de la cote de crédit basée sur les données et l'information en temps réel sur les paiements qui rend compte des flux de trésorerie pour accorder des crédits à des particuliers et des petites et moyennes entreprises (PME) auparavant négligés, en les desservant à moindre coût via des canaux mobiles.

Ces facteurs contribuent à la transformation des chaînes de valeur qui produisent des services financiers. Les coûts de transaction et les obstacles aux flux d'information ont longtemps déterminé l'envergure de ce qui était produit dans une seule entreprise ; désormais, la réduction des coûts de transaction et la fluidité de l'information permettent de reconfigurer les chaînes de valeur et les groupes de produits des services financiers. La connectivité et l'échange de données permettent de décomposer un produit ou un service en des éléments distincts (atomisation), qui peuvent être proposés par différents fournisseurs et recomposés de nouvelles manières. L'ouverture de comptes, par exemple, a évolué, passant d'un service à fournisseur unique dans une agence bancaire qui utilise ses propres guichets et services administratifs, à une série de configurations potentielles. Plus précisément, il est désormais possible d'ouvrir un compte bancaire dans un site physique ou depuis l'application mobile d'un partenaire, notamment un détaillant ou une plateforme de commerce électronique, la vérification de l'identité étant assurée par une fintech spécialisée, le grand livre reposant sur une infrastructure informatique externalisée basée sur le nuage, et le service à la clientèle étant assuré par un centre d'appels offshore. Ce compte peut être considéré comme un produit de la banque ou être fourni par le partenaire comme un service « optimisé par », le consommateur étant à peine conscient de l'institution financière sous-jacente.

La capacité des clients et des fournisseurs à accéder aux informations et à transférer plus facilement les fonds a permis de dégrouper les services financiers : les prestataires spécialisés offrent des produits uniques et les clients ont le choix parmi un ensemble de fournisseurs de services qui répondent collectivement à leurs besoins. Plutôt que d'utiliser les produits de dépôt, de paiement et de prêt d'une seule institution, le client peut choisir de conserver ses dépôts dans une (ou plusieurs) institution(s), rechercher la meilleure offre de prêt, et avoir recours à différents fournisseurs de services de paiement pour différents usages (payer les factures, diviser l'addition au restaurant ou envoyer de l'argent à l'étranger). Les clients peuvent désormais composer leur propre paquet de services et regrouper ces derniers au niveau des icônes d'application sur l'écran de leur smartphone. Mieux encore, les mêmes avancées en matière de puissance de calcul, de données et de connectivité permettent aux fournisseurs,

qui ne contrôlent pas l'ensemble de la relation financière avec le client (comme les banques auparavant), de proposer des solutions uniques et de nouveaux assortiments de services financiers, ou de regrouper ces services avec d'autres activités commerciales.

L'atomisation, le dégroupement et le regroupement reconfigurent les modèles économiques, l'économie des produits et le paysage des fournisseurs. Le titulaire d'un compte peut choisir une application tierce pour accéder à distance à son compte, ce qui dissocie effectivement l'établissement teneur du compte du produit final et de l'interface utilisateur — et contribue donc grandement à créer de la valeur pour le consommateur. Les tendances observées à l'échelle de l'économie — à l'instar de l'utilisation plus large des interfaces de programmation d'applications (API) dans l'architecture technologique et l'essor de plateformes multipartites dans les secteurs du commerce électronique, de la logistique et autres — favorisent davantage l'échange d'informations et le regroupement des services financiers, qui sont intégrés dans des produits et des flux de travail non financiers. En effet, l'introduction d'infrastructures (basées sur le cloud) variables et à la demande, l'automatisation, les moyens de communication à distance et les modèles économiques intégrés et à faible intensité de capitaux entraînent une réduction des coûts pour les clients. Toutefois, les banques perdront une part de la marge qui leur était acquise autrefois au profit de cette nouvelle vague de fournisseurs proches des clients, même si la réglementation peut encore exiger qu'une banque soit derrière le produit.

Résultats du marché

Bien que la transformation numérique du secteur financier demeure un chantier en cours, elle bouleverse déjà l'infrastructure, les produits et les modèles économiques dans ce secteur, favorisant l'arrivée de nouveaux acteurs et la reconfiguration des acteurs traditionnels et du marché. Le comportement des clients évolue et la concurrence s'intensifie. Il est possible d'améliorer considérablement l'inclusion financière, en particulier dans les marchés émergents et pays en développement, en éliminant les obstacles physiques et géographiques à l'accès et en résorbant le déficit d'informations liées au crédit et à d'autres produits. Tant les acteurs traditionnels que nouveaux considèrent comme une priorité stratégique la dématérialisation des canaux de distribution, des processus internes et de l'adoption de produits. Toutefois, les résultats du marché dépendront en fin de compte de divers facteurs, notamment l'échelle et la portée des économies, les préférences des consommateurs entre choix et commodité, et le cadre des politiques, y compris les approches réglementaires en matière de licences, de données et de concurrence.

La transformation numérique génère un besoin de nouvelles infrastructures — telles que des systèmes de paiement rapides et des plateformes d'identification numérique et d'échange de données — pour améliorer les autres résultats du marché et offrir par ailleurs de nouveaux moyens de répondre à ces besoins. Ainsi, l'impact de l'évolution de l'infrastructure financière peut être plus marqué dans les marchés émergents et pays en développement qui manquent le plus d'infrastructures jusqu'ici. Les infrastructures financières ne sont plus l'apanage de la banque centrale, des opérateurs traditionnels de systèmes de paiement et des bureaux de crédit ou des registres d'actifs agréés. Dans des économies plus développées, les progrès en matière de connectivité entre les systèmes bancaires ont contribué à accélérer les paiements, et font désormais tâche d'huile dans les marchés émergents et pays en développement. En outre, dans ces derniers, les services d'argent mobile pallient le manque d'accès aux comptes de détail et aux services de paiement, en permettant aux particuliers d'effectuer facilement des transactions à distance et aux PME de recevoir des paiements électroniques. Devenus une composante

importante de l'univers des paiements, ces services assurent certaines fonctions généralement associées à l'infrastructure financière. En Inde et en Estonie, les cartes d'identité numériques émises par l'administration publique font partie de l'infrastructure de base pour accéder aux services financiers et autres. Dans la plupart des économies, des innovateurs du secteur privé superposent des services de vérification de l'identité numérique aux cartes d'identité non numériques existantes. La technologie a élargi la couverture et l'impact potentiels d'infrastructures existantes telles que l'information sur le crédit et les registres de garanties. En outre, les progrès technologiques ont ouvert la voie à de nouvelles solutions de quasi-infrastructures, notamment des fournisseurs innovants qui évaluent la cote de crédit à partir de sources de données non traditionnelles et des plateformes d'affacturage et d'affacturage inversé dirigées par des opérateurs du secteur. Étant donné que la technologie permet à un plus large éventail de fournisseurs d'offrir des services financiers, les infrastructures financières traditionnelles et les infrastructures quasi financières sont désormais indispensables aux acteurs nouveaux et traditionnels qui veulent se faire une place sur le marché, ce qui peut poser des défis liés à la concurrence, à la tarification et à l'accès équitable.

La technologie permet aux fournisseurs de desservir des marchés plus larges ainsi que des segments de marché bien définis et d'en tirer profit. Les canaux numériques permettent aux fournisseurs d'accéder à un marché plus large sans avoir besoin de disposer d'une infrastructure de succursale très coûteuse. Grâce à la capacité de couverture à faible coût des banques numériques et à l'accès des clients aux services de recherche numérique, les fournisseurs spécialisés peuvent toucher et desservir des segments de consommateurs spécifiques épars. Des processus automatisés axés sur les données peuvent aider à répondre aux besoins de segments de faible valeur, mais à fort volume d'activité, de manière efficace et rentable. Grâce à la possibilité de configurer et d'adapter les produits aux besoins spécifiques d'un segment particulier de consommateurs ou d'entreprises, des produits tels que le financement du commerce, l'escompte de factures et le change, qui étaient autrefois la chasse gardée de grandes entreprises à fort volume d'activité, peuvent par exemple être également offerts à des PME. La croissance de banques numériques proches des clients qui répondent aux besoins spécifiques de segments tels que les travailleurs indépendants et les pigistes, les musiciens ou la clientèle LGBTQ, montre que l'élimination des contraintes géographiques et l'adaptation des produits peuvent permettre d'établir une clientèle viable même dans un segment étroit du marché. Ces innovations touchant aux modèles économiques et aux produits s'appuient sur la technologie mobile pour promouvoir une inclusion financière significative, ce qui permet de mettre à disposition une gamme plus variée de produits et de services adaptés aux segments du marché de détail et des PME autrefois exclus.

Si la technologie permet aux fournisseurs spécialisés d'être économiquement viables, même à l'ère du numérique, les économies d'échelle et de gamme classiques demeurent des leviers déterminants, et les consommateurs continuent d'attacher de l'importance à la commodité et la confiance. Les économies d'échelle et de gamme, les effets de réseau sur l'acquisition des clients et les services qui leur sont offerts, ainsi que la production et l'utilisation des données, sont de plus en plus à la base des modèles économiques numériques. Ces leviers procurent des avantages aux fournisseurs disposant d'une base de clients plus importante, tels que les grandes plateformes technologiques. Les économies d'échelle et de gamme favorisent le regroupement des services financiers ; elles permettent à diverses entreprises de fintech et divers géants technologiques ainsi qu'à de nouveaux acteurs d'améliorer davantage les produits financiers de base. En outre, bien que le dégroupement offre plus de choix aux utilisateurs, l'assemblage de services financiers offerts individuellement par différents fournisseurs peut exiger du temps, des

efforts et de l'argent. La simplicité, la commodité et la confiance continuent donc d'être recherchées par les consommateurs. Ces facteurs favorisent les marques et permettent aux acteurs majeurs d'offrir une gamme variée de produits. Les fournisseurs optimiseront leurs avantages comparatifs en matière de technologie, de compétences, de réputation, de capital, de clientèle et d'autres actifs afin de déterminer comment se positionner sur le marché qui va de la fourniture d'un seul service dans la chaîne de valeur d'un produit, à la fourniture d'un produit unique, pour parvenir au segment multiproduit plus vaste.

Le positionnement stratégique en tant que fournisseur spécialisé ou en tant que fournisseur multiproduit pourrait déboucher sur une structure de marché de type « barbell ». La configuration du marché qui en résulterait serait marquée par la présence de grandes banques, d'entreprises de fintech et de géants technologiques qui concurrencent une série d'entreprises spécialisées. De nombreuses entreprises prennent des décisions stratégiques compatibles avec cette trajectoire de marché, comme en atteste l'arrivée ininterrompue de nouveaux acteurs combinée à la tendance au regroupement, notamment de fintech qui cherchent à obtenir des licences bancaires. Ce marché bimodal peut se maintenir grâce à des écosystèmes qui permettent aux petits fournisseurs de prospérer en se connectant de manière indépendante aux clients ou en nouant des partenariats avec des plateformes pour lesquelles ils comblent les lacunes en matière de produits ou de services.

Les cryptoactifs, notamment les jetons de valeur stable (stablecoins), et la finance décentralisée sont un secteur et une classe d'actifs émergents qui offrent de nouvelles possibilités, mais présentent aussi des défis importants. Grâce à la technologie, une des dernières frontières fonctionnelles est en train de s'estomper, à savoir la distinction entre un particulier et un intermédiaire financier. Avec l'avènement des registres distribués et de technologies similaires, de nouvelles infrastructures financières décentralisées qui réduisent ou éliminent le rôle des intermédiaires voient le jour, ce qui permet aux utilisateurs d'interagir directement sur une base d'égal à égal et de fournir des plateformes d'accès libre que tout le monde peut utiliser et exploiter, de stimuler l'innovation et les effets de réseau, et de mettre en place de nouveaux services financiers interopérables et des écosystèmes dynamiques. Les cryptoactifs — notamment les stablecoins — et la finance décentralisée sont des formes décentralisées de valeur numérique et de services financiers basées sur la technologie des registres distribués qui visent à remplir toute une série de fonctions économiques. Ils sont un gage d'innovation, d'inclusion, d'efficacité, de formation de capital et de transparence dans le domaine financier. Par exemple, ils pourraient améliorer la vitesse et le coût des paiements et des envois de fonds transfrontaliers, qui sont essentiels pour les marchés émergents et les pays en développement. Toutefois, ces nouvelles technologies comportent d'importants risques liés, entre autres, à l'intégrité financière, à la protection des consommateurs et des investisseurs, à la stabilité financière, à la concurrence loyale et à la souveraineté monétaire.

Objectifs de politique générale et rôle des pouvoirs publics

Permettre aux entreprises de technologie financière de se développer uniquement sous l'impulsion du marché peut en fin de compte ne pas servir les objectifs fondamentaux de l'action publique. Ces objectifs incluent la promotion de l'innovation, de l'efficacité et de l'inclusion dans le secteur financier, en même temps que l'atténuation des risques associés à la stabilité et l'intégrité financières, à la cybersécurité et à l'exploitation des entreprises, aux données et à la protection des consommateurs et des investisseurs, à une concurrence loyale et aux arbitrages réglementaires (transfrontaliers). La technologie qui rend économiquement viables les fournisseurs spécialisés dans un produit ou un segment particulier ne garantit pas des marchés ouverts et concurrentiels. La tendance à la concentration du

marché, en particulier en raison des économies d'échelle et des effets de réseau liés aux données, suscite des inquiétudes quant à d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles, mais elle peut aussi favoriser l'inclusion et l'efficacité, en particulier dans les économies en développement qui ne disposent pas de secteurs financiers compétitifs et inclusifs. Un fournisseur spécialisé ou un géant technologique qui s'engage dans la finance peut fournir des services financiers qui ne seraient pas disponibles autrement. Les consommateurs peuvent bénéficier d'une vague d'innovations et de concurrence induites par la fintech, même si les marchés deviennent plus concentrés. Il est de plus en plus important que les pouvoirs publics fournissent des garanties satisfaisantes pour maintenir une concurrence loyale et prévenir l'abus de pouvoir sur le marché. De même, les cryptoactifs et les écosystèmes de la finance décentralisée pourraient réduire les coûts et stimuler l'innovation, mais ils manquent actuellement de transparence et de protections adéquates pour les investisseurs/consommateurs et l'intégrité financière.

Les compromis stratégiques peuvent évoluer au gré de l'adoption de la fintech. Il peut alors s'avérer plus difficile de faire en sorte que les résultats du marché cadrent avec les objectifs fondamentaux de l'action publique. À des niveaux inférieurs de développement des entreprises de fintech, la fourniture d'un appui stratégique de base à l'innovation et l'atténuation des risques immédiats, tels que l'activité illicite et la protection des fonds des clients, peuvent produire d'excellents résultats à court terme alors que les décideurs cherchent à tirer parti des progrès en matière d'innovation, d'inclusion et d'efficacité. Les consommateurs bénéficient d'une vague d'innovations et de concurrence induites par les entreprises de fintech, même si les marchés deviennent plus concentrés. Les décideurs doivent toutefois être conscients que le rythme d'adoption de la fintech peut augmenter rapidement, et qu'ils devront alors améliorer leurs outils de surveillance pour être prêts à intervenir. Le renforcement ou la clarification des politiques et l'amélioration des infrastructures financières deviennent de plus en plus importants pour continuer à soutenir en toute sécurité l'adoption de la fintech à mesure que celle-ci touche davantage de consommateurs et augmente le volume de données des utilisateurs et la dépendance à l'égard de celles-ci, et que certains fournisseurs atteignent l'échelle voulue.

Les marchés émergents et pays en développement adaptent leurs cadres de réglementation et de surveillance en réponse à l'évolution de la fintech, bien que les acteurs du marché indiquent qu'il reste une grande marge d'amélioration. Plusieurs de ces marchés et pays ont voulu inclure les activités des fintech dans le champ de la réglementation en appliquant ou en adaptant les cadres réglementaires existants ou en élaborant des règles sur mesure ou des bacs à sable réglementaires pour promouvoir une innovation sûre. Certains pays ont franchi le pas après avoir observé l'évolution du secteur et permis aux entreprises de fintech d'exercer certaines activités non réglementées. Évidemment, cette approche peut comporter des risques. D'autres estiment également qu'il est nécessaire d'évaluer l'adéquation de leurs régimes de surveillance à mesure que le secteur financier poursuit sa transformation numérique. Selon les acteurs du marché, les autorités de surveillance devront rattraper leur retard, en particulier dans les marchés émergents et pays en développement. Il est nécessaire de renforcer l'approche adoptée pour faire face aux défaillances de la fintech dans plusieurs de ces marchés et pays, bien que des procédures spéciales de liquidation ne soient indiquées que dans les cas où le fournisseur présente une importance systémique. De nombreuses économies avancées adoptent des cadres complets de protection des données et de la vie privée, tandis que les marchés émergents et pays en développement sont généralement à la traîne à cet égard.

La plupart des décideurs ont adopté une position prudente à l'égard des cryptomonnaies. En effet, plusieurs pays cherchent à créer un environnement propice à l'innovation et à l'adoption sans risque de

ce produit, en clarifiant les approches juridiques, réglementaires et prudentielles existantes ou en créant de nouvelles. Dans le même temps, El Salvador et la République centrafricaine ont adopté le bitcoin comme monnaie légale tandis que d'autres pays ont limité ou interdit les activités relatives à la cryptomonnaie en totalité ou en partie. Compte tenu de leur nature supranationale et décentralisée, les cryptomonnaies présentent des risques d'arbitrage réglementaire autant à l'échelle nationale qu'internationale. Divers organismes de normalisation appliquent des principes généraux et transparents pour fournir des orientations, fixer des règles minimales et promouvoir la collaboration transfrontalière. Ce faisant, il est nécessaire de mettre l'accent sur les fonctions économiques à travers le principe « même risque, même activité, même traitement », tout en recherchant la simplicité pour garantir une position pérenne et neutre sur le plan technologique. Toutefois, le travail dans ce domaine reste en cours et de nombreuses autorités publiques accusent encore un retard dans la mise à niveau de leurs cadres d'action et la lutte contre la fragmentation réglementaire.

Certains types de cryptoactifs, notamment les stablecoins mondiaux, pourraient être largement utilisés par le public comme moyen de paiement, y compris dans l'écosystème de la finance décentralisée. C'est dans ce contexte que les autorités publiques étudient la possibilité d'émettre des monnaies numériques de banque centrale (MNBC). L'adoption généralisée des cryptomonnaies pourrait remettre en question la primauté la monnaie publique, ce qui entraînerait des conséquences, entre autres, sur la politique monétaire et la stabilité financière. Certaines autorités ont également souligné les risques liés à la concentration, à la protection et à la confidentialité des données que peuvent poser les fournisseurs de services de paiement à grande échelle, en particulier ceux qui emploient une stratégie commerciale axée sur la monétisation des données. En tant que version numérique de la monnaie fiduciaire, la MNBC pourrait doter la monnaie publique des caractéristiques numériques nécessaires et permettre ainsi d'offrir une solution de rechange plus sûre et efficace à la société, tout en favorisant la concurrence et l'innovation. Le potentiel perçu des MNBC en matière de promotion de l'inclusion financière intéresse également certaines autorités publiques, notamment celles des marchés émergents et des pays en développement. Ces MNBC ne constituent cependant pas une panacée pour l'inclusion financière, car les principaux obstacles comportementaux, technologiques et infrastructurels auxquels se heurtent d'autres solutions de paiement électronique pourraient toujours subsister.

Plusieurs pays et organismes internationaux de normalisation étudient des options de conception et élaborent des feuilles de route en vue de l'introduction de MNBC. L'ampleur, le rythme et les conséquences de l'adoption de ces monnaies ne sont pas encore tout à fait clairs, mais l'idée générale semble être de les faire coexister avec d'autres formes de monnaie et mécanismes de paiement. L'utilisation des MNBC pourrait être limitée aux acteurs réglementés du secteur financier (MNBC de gros) ou ouverte à tous (MNBC de détail). Compte tenu de leur utilisation limitée, les MNBC de gros ne posent aucun problème majeur sur le plan des politiques. En revanche, une MNBC de détail peut avoir un impact négatif sur le financement bancaire et l'intermédiation du crédit, influencer sur la stabilité monétaire, fausser les conditions de concurrence équitables, et engendrer des problèmes liés à l'intégrité financière et à la confidentialité des données. Il convient donc d'accorder une attention particulière aux différentes options de mise en œuvre concernant, par exemple, la distribution, les limites du portefeuille, la rémunération, les éléments de confidentialité, l'intégration et les mécanismes de vérification. Au moment de la rédaction du présent document, les Bahamas, la Banque centrale des Caraïbes orientales et le Nigéria avaient déjà lancé des MNBC de détail, d'autres pays étant déjà à un stade avancé : le Ghana, la Jamaïque et la Chine avaient en effet procédé à des tests en direct à grande échelle. Les directives émanant des organismes de

normalisation, notamment la Banque des règlements internationaux (BRI) et le Comité sur les paiements et les infrastructures de marché (CPMI), préconisent une approche équilibrée. Celle-ci pourrait se traduire par la distribution de MNBC de détail par l'intermédiaire de banques et de fournisseurs de services de paiement agréés, leur interopérabilité et coexistence avec la monnaie privée, et la fixation de limites sur les opérations y relatives et des restrictions à leur utilisation transfrontalière.

Par ailleurs, les décideurs recherchent activement d'autres moyens d'accroître la portée et l'efficacité des systèmes de paiement. Les réformes en cours comprennent, entre autres, la mise en œuvre de systèmes de paiement rapide, l'élargissement de l'accès aux systèmes de paiement à de nouveaux acteurs non bancaires, la promotion d'un système bancaire ouvert, la prolongation des heures de fonctionnement et un accès direct aux services de règlement des banques centrales pour les institutions non bancaires. Ces mesures pourraient également faciliter l'introduction des MNBC à un stade ultérieur.

La nature transversale de la fintech a des implications majeures pour les cadres réglementaires. La diversité croissante des fournisseurs de services financiers résultant de l'atomisation et du dégroupement de ces services nécessite une réévaluation du périmètre réglementaire. De ce fait, les organismes de réglementation sont confrontés aux trois questions suivantes : quoi, quand et comment réglementer. Depuis longtemps, la finance est étroitement liée à d'autres activités commerciales. Les pratiques de longue date relatives aux conditions de paiement des comptes créditeurs incluent implicitement l'octroi de crédits. Les conditions de ces crédits peuvent être régies par des codes d'éthique commerciale, mais ne font généralement pas partie de la réglementation du secteur financier. Par ailleurs, en raison de l'atomisation et du dégroupement des services financiers, plusieurs entités financières et non financières sont souvent impliquées dans la production de ces services. Sur la plupart des marchés, il ne serait pas viable de faire entrer dans le périmètre réglementaire du secteur financier toute instance financière et toute entité impliquée dans la production de services financiers. Dans le même temps, la prise en compte des risques liés aux comportements sur le marché pourrait nécessiter la définition d'un périmètre plus large pour la réglementation et la surveillance du secteur financier. Le marché de type « barbell » qui pourrait en résulter exige des autorités de réglementation du secteur financier qu'elles collaborent activement avec les autorités de la concurrence et coordonnent leurs actions afin de réduire les obstacles à l'entrée et de maintenir la concurrence sur le marché, même si certains services financiers ont naturellement tendance à se concentrer.

Ces problèmes réglementaires ont à leur tour des répercussions sur les cadres de surveillance. L'élargissement du périmètre réglementaire aura un effet domino sur les approches prudentielles et pourrait mettre les capacités de surveillance à rude épreuve. Il convient donc d'établir un cadre fondé sur les risques pour hiérarchiser les actions prudentielles et adapter le niveau de contrôle. En outre, les organismes de surveillance devront mobiliser de nouvelles compétences en se dotant de personnel stratégique, en nouant des partenariats et en collaborant avec les acteurs du secteur. D'où l'importance de renforcer et d'élargir les cadres de partage des données et de collaboration entre les autorités aux niveaux national et international. À mesure que le secteur de la fintech évolue, il pourrait s'avérer crucial de prévoir une sortie ordonnée des acteurs non viables du marché, ce qui nécessiterait de renforcer aussi bien les processus et outils de liquidation que les mécanismes de sauvegarde du secteur financier.

Enfin, dans ce contexte, la conception et la gouvernance des infrastructures financières sont devenues un levier stratégique essentiel pour tirer pleinement parti des gains d'efficacité et préserver la concurrence. Plusieurs composantes de l'infrastructure financière se trouveront au cœur de la chaîne des

services financiers. Il est essentiel d'assurer un accès ouvert, équitable et transparent à ces infrastructures afin de garantir des conditions de concurrence équitables qui permettront aux nouveaux acteurs de rivaliser avec les acteurs traditionnels. Les systèmes de paiement, les systèmes d'information sur le crédit et les registres de transactions sécurisées revêtent une importance toute particulière. En outre, la dépendance croissante à l'égard de la fourniture à distance de services et de processus axés sur les données exige la mise en place de nouveaux types d'infrastructures financières, notamment les services d'identification numérique, les pôles d'échange de données et les passerelles vers les données sous le contrôle des pouvoirs publics.

En conclusion, la transformation numérique en cours entraîne un changement de paradigme qui a diverses conséquences sur les politiques publiques, dont les objectifs sont les suivants :

- Favoriser l'innovation et la concurrence positives, tout en gérant les risques ;
- Élargir le cadre de surveillance et réévaluer le périmètre réglementaire, car l'intégration des services financiers fait disparaître les limites du secteur financier ;
- Être attentif à l'évolution des compromis stratégiques à mesure que l'adoption de la fintech s'intensifie ;
- Examiner les cadres réglementaires et prudentiels ainsi que les régimes de surveillance pour s'assurer qu'ils sont adaptés à l'usage prévu et permettent aux autorités de promouvoir un système financier sûr, efficace et inclusif ;
- Anticiper les tendances structurelles du marché et prendre des mesures proactives pour favoriser la concurrence dans le secteur financier ;
- Moderniser les établissements financiers existants et en ouvrir de nouveaux pour stimuler la concurrence ;
- Veiller à ce que la monnaie publique reste adaptée au monde numérique, au regard des progrès rapides des solutions de monnaie privée ;
- Assurer la coordination et l'échange d'informations et de meilleures pratiques entre pays de manière efficace, compte tenu du caractère supranational de la fintech.